

Pôle Investissement
Direction des Achats, de la Logistique et du Biomédical



APPEL D'OFFRES RESTREINT
CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**GHT BO – Acquisition et location de véhicules légers
neufs et d'occasion (PTAC=<3.5T)**

La procédure de consultation utilisée est un appel d'offres restreint en application des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11, R.2162-39, R.2162-41 à R.2142-47, R.2162-49 à R.2162-51 du code de la commande publique
Technique d'achat : système d'acquisition dynamique en application des articles R.2162-37 à R.2162-51 du code de la commande publique

Rédacteur : Nolwenn MOAL
Date : 21/07/2025
Référence : 2025DAL0099



SOMMAIRE

CHAPITRE 1 – FONCTIONNEMENT DU SAD	2
1.1 Type de pouvoir adjudicateur	2
1.2 Coordonnées du pouvoir adjudicateur	2
1.3 Etablissements bénéficiaires du système d'acquisition dynamique	2
1.4 Répartition des responsabilités.....	3
CHAPITRE 2 – OBJET ET PERIMETRE DU CONTRAT	3
2.1 Objet du contrat	3
2.2 Périmètre géographique	4
CHAPITRE 3 – DUREE DU SAD ET DES MARCHES SPECIFIQUES	4
CHAPITRE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
CHAPITRE 5 – OBLIGATIONS GENERALES DES CANDIDATS REFERENCES DANS LE SAD ...	4
CHAPITRE 6 – EVOLUTION DU SAD	4
CHAPITRE 7 – PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES	4
7.1 Modalités de consultation	4
7.2 Critères d'évaluation des marchés spécifiques.....	5
7.3 Notification des marchés spécifiques	5
CHAPITRE 8 – PIECES DU MARCHÉ SPECIFIQUE	5
CHAPITRE 9 – DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES	5
CHAPITRE 10 – MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SPECIFIQUES.....	6
CHAPITRE 11 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
11.1 Modification affectant le titulaire en cours d'exécution du marché spécifique	6
11.1.1 – Modifications administratives	6
11.1.2 – Cession de marché.....	6
11.3 Qualité des fournitures et services	7
11.4 Assurances	7
11.5 Discretion et confidentialité	7
11.6 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	8
11.7 Sous-traitance	8
11.8 Protection des données personnelles.....	8
CHAPITRE 12 – MODALITES DE REGLEMENTS DES PRESTATIONS.....	8
12.1 Règlement des prestations	8
12.2 Modalités de révision.....	9

12.3	Versement d'avance	9
12.4	Conditions de règlement.....	9
12.5	Dématérialisation des factures	10
CHAPITRE 13 – PENALITES APPLICABLES PAR LES ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES ..		11
13.1	Pénalités de retard de livraison	11
13.2	Pénalités en cas de non mise à disposition d'un véhicule relais en attendant la livraison du neuf	11
13.3	Pénalités pour non-exécution de l'entretien du véhicule.....	11
13.4	Pénalités pour retard dans la mise à disposition d'un véhicule de remplacement	11
13.5	Pénalité au titre de l'article L.8222-6 du code du travail.....	12
CHAPITRE 14 – RESILIATION DU MARCHE SPECIFIQUE		12
CHAPITRE 15 – DIFFERENDS ET LITIGES.....		12
CHAPITRE 16 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX		13
CHAPITRE 17 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE		13

CHAPITRE 1 – FONCTIONNEMENT DU SAD

1.1 Type de pouvoir adjudicateur

Le présent système d'acquisition dynamique (ci-après « SAD ») est passé par le CHU de Brest, établissement support du GHT de Bretagne Occidentale, pour le compte des établissements partis à ce GHT définis à l'article 1.3.

Les marchés spécifiques seront passés par le CHU de Brest en tant qu'établissement support du GHT de Bretagne Occidentale et seront exécutés par les établissements bénéficiaires du présent SAD.

1.2 Coordonnées du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur contractant du SAD et des marchés spécifiques est :

CHU de Brest
Etablissement support du GHT de Bretagne Occidentale
2 avenue Foch
29609 BREST cedex

1.3 Etablissements bénéficiaires du système d'acquisition dynamique

Les établissements bénéficiaires du système d'acquisition dynamique (ci-après « les établissements bénéficiaires ») sont les établissements partis du GHT de Bretagne Occidentale :

Dans le cadre de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, le groupement hospitalier de territoire (GHT) de Bretagne Occidentale (territoire de santé n° 1) a été formé au 1er juillet 2016 par arrêté de l'agence régionale de santé Bretagne.

Le GHT de Bretagne Occidentale est composé des établissements suivants :

- le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Brest
2 avenue Foch – 29609 BREST cedex
- Le Centre Hospitalier de Crozon
Rue Théodore Botrel – BP 9 – 29160 CROZON

- Le Centre Hospitalier de Landerneau
1 route de Pencran Lavallot – 29207 LANDERNEAU cedex
- Le Centre Hospitalier de Lanmeur
9 rue Traon Bezen – 29620 LANMEUR
- Le Centre Hospitalier de Lesneven
Rue Barbier de Lescoat – 29260 LESNEVEN
- Le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix
15 rue de Kersaint-Gilly – 29672 MORLAIX cedex
- Le Centre Hospitalier de Saint Renan
17 rue de Brest – 29290 SAINT RENAN

1.4 Répartition des responsabilités

	CHU de Brest – Etablissement support du GHT BO	Etablissement bénéficiaire
Référencement des candidats dans le SAD	X	
Passation, signature, notification du marché spécifique et de ses avenants, résiliation du marché spécifique	x	
Lancement des marchés spécifiques	x	
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	x	
Procéder à la reconduction des marchés	x	
Agrément des sous-traitants	x	
Appliquer les pénalités d'exécution		X
Opérations de réception/admission des prestations objets du SAD		X
Païement des prestations du marché spécifiques auprès du titulaire		X
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des marchés spécifiques, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution du marché spécifique	X	
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des marchés spécifiques	x	

CHAPITRE 2 – OBJET ET PERIMETRE DU CONTRAT

2.1 Objet du contrat

Le présent SAD a pour objet l'acquisition et la location de véhicules légers neufs ou d'occasion pour les besoins récurrents et spécifiques du GHT BO.

Le SAD est subdivisé comme il suit :

Catégorie 1	Acquisition de véhicules légers d'occasion toutes motorisations (PTAC=<3.5T)
Catégorie 2	Acquisition de véhicules légers neufs toutes motorisations (PTAC=<3.5T)
Catégorie 3	Location de véhicules légers neufs ou d'occasion avec ou sans prestation d'entretien et maintenance et toutes motorisations (PTAC=<3.5T)

Le présent CCAP décrit, pour chaque catégorie, les caractéristiques générales des produits objets des marchés spécifiques.

Les marchés spécifiques seront lancés par catégorie.

2.2 Périmètre géographique

Le lieu de livraison sera précisé lors de la passation de chaque marché spécifique.

CHAPITRE 3 – DUREE DU SAD ET DES MARCHES SPECIFIQUES

La durée du Système d'Acquisition dynamique court à compter de sa publication.

Le système d'acquisition dynamique est mis en place pour une durée de 96 mois. Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du code de la commande publique.

La durée du marché spécifique sera précisée à l'occasion de chaque marché spécifique et selon la classification évoquée à l'article 2.1 du présent CCAP.

CHAPITRE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du SAD sont, pour chaque catégorie, les suivantes :

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes
- le Cahier des Clauses administratives Générales applicable aux Marchés Publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) – Arrêté du 30 mars 2021.

Les documents visés ci-dessus sont supposés connus des candidats référencés dans le SAD, ceux-ci sont tenus d'en accepter les clauses et conditions particulières qui seraient éventuellement contraires à leurs conditions personnelles de vente ou à celles des organisations professionnelles.

CHAPITRE 5 – OBLIGATIONS GENERALES DES CANDIDATS REFERENCES DANS LE SAD

Les candidats référencés dans le SAD s'engagent à informer, sans délai, le pouvoir adjudicateur de tout changement qui se rapporte :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager le candidat ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à un changement de coordonnées bancaires (RIB)
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;

CHAPITRE 6 – EVOLUTION DU SAD

Les dispositions du présent CCAP pourront évoluer en cours de validité du SAD. Les modifications susceptibles d'être apportées pourront porter sur toutes les dispositions du SAD, notamment le nombre de catégories, les modalités d'exécution des marchés spécifiques, les critères d'analyse des offres, etc...

CHAPITRE 7 – PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

7.1 Modalités de consultation

Les marchés spécifiques seront lancés par le CHU de Brest pour le compte des établissements bénéficiaires du présent SAD visé à l'article 1.3 du présent CCAP. Chaque établissement peut lancer :

- autant de marchés spécifiques qu'il y a de besoins différents

OU

- Un seul marché spécifique pour plusieurs besoins différents au sein d'une même catégorie.

OU

- Un seul marché spécifique pour plusieurs besoins différents au sein de plusieurs catégories

A la survenance d'un besoin relevant d'une catégorie, tous les candidats admis dans cette catégorie sont invités simultanément et par écrit à remettre une offre.

L'envoi de l'invitation à soumissionner est adressé via le Profil acheteur du CHU de Brest en tant qu'établissement support du GHT BO.

La lettre d'invitation à soumissionner précisera :

- Les catégories concernées
- Les modalités d'accès et de téléchargement du dossier de consultation ;
- La composition du dossier de consultation ;
- Les modalités de remise des offres (délais et documents et renseignements attendus) ;
- Les critères de choix des offres et leurs pondérations.

Le dossier de consultation du marché pourra comprendre une expression de besoin visant à compléter le CCAP du SAD.

L'établissement bénéficiaire précisera notamment les prérequis techniques ou fonctionnels attendus.

7.2 Critères d'évaluation des marchés spécifiques

Les critères de sélection des offres et leur pondération pour chaque catégorie seront définis dans la lettre de consultation de chaque marché spécifique.

L'offre la mieux classée au regard de ses critères sera retenue.

7.3 Notification des marchés spécifiques

Le marché spécifique est notifié par le CHU de Brest au soumissionnaire ayant remis la meilleure offre. L'établissement notifiera à cet effet un acte d'engagement après s'être assuré de la régularité fiscale du soumissionnaire.

Il informera également les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre.

CHAPITRE 8 – PIÈCES DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE

Les pièces du marché spécifique définies ci-après s'ajoutent aux pièces contractuelles du SAD :

- L'acte d'engagement et son annexe financière le cas échéant
- Le cahier des clauses techniques particulières propre à chaque marché spécifique, le cas échéant en tant qu'il complète le présent CCAP ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG FCS)
- L'offre technique du titulaire

CHAPITRE 9 – DURÉE DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES

Chaque marché spécifique est conclu pour une durée initiale d'un an et pourra être tacitement reconduite 4 fois pour une durée d'un an, à compter de sa date de notification.

La durée maximale du marché spécifique est de 5 ans.

En cas de non-reconduction, l'établissement bénéficiaire prendra une décision de non reconduction par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception, au plus tard 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché spécifique.

Le titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non-reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

CHAPITRE 10 – MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SPECIFIQUES

Sous réserve des dispositions particulières des marchés spécifiques, les présentes clauses s'appliquent à chaque marché spécifique.

CHAPITRE 11 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11.1 Modification affectant le titulaire en cours d'exécution du marché spécifique

11.1.1 – Modifications administratives

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'établissement bénéficiaire de tout changement qui se rapporte :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager le candidat ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à un changement de coordonnées bancaires (RIB)
- la cession d'une ou de différentes activités
- L'acquisition d'une nouvelle activité

11.1.2 – Cession de marché

Conformément à l'article R.2194-6 du code de la commande publique, le titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le cessionnaire pressenti devra :

- Avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du titulaire ;
- Présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- Les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- Un numéro d'identification SIREN ;

- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où la commercialisation ou la distribution du produit objet du marché est transférée à un autre opérateur sans changement du ou des produits référencés dans le marché, le marché pourra être cédé et un avenant de transfert pourra être convenu avec le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert. Le transfert ne peut notamment justifier ni un changement d'équipement ou de produit ni une modification des prix du marché.

Dans tous les cas, le titulaire respectera ses engagements contractuels.

11.3 Qualité des fournitures et services

Les fournitures et prestations objet du marché doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux spécifications techniques décrites dans le dossier de consultation.

Le titulaire s'engage à respecter le niveau d'engagement indiqué dans son offre.

11.4 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier auprès du pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Il transmet à l'établissement bénéficiaire les attestations d'assurances nécessaires à la réalisation des travaux préalables à l'installation des équipements avant commencement des travaux par ses soins le cas échéant.

En cas de retard de communication des assurances, une pénalité de 100 euros par jour de retard sera appliquée, de plein droit et sans mise en demeure, sans exonération de plafond.

Cette pénalité est appliquée par l'établissement bénéficiaire.

11.5 Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre, et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

11.6 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

A compter de la notification du marché, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D.8222-4 à D.8222-8 du code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

11.7 Sous-traitance

En cas de sous-traitance en cours d'exécution du marché spécifique, il sera fait application des articles L.2193-1 à L.2193-9 du code de la commande publique.

Le titulaire fournit à l'établissement bénéficiaire une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire, en signant l'acte de sous-traitance, est réputé avoir accompli auprès de son sous-traitant les obligations qui s'imposent en application de l'article L.8222-1 du code du travail.

11.8 Protection des données personnelles

Dans le cadre de leur relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Chaque établissement bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les obligations qui s'imposent en application du RGPD et de la politique interne de l'établissement en conséquence de l'utilisation des prestations objet du marché et le titulaire s'engage à les respecter.

Ces obligations feront l'objet le cas échéant d'un accord spécifique entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire selon la politique interne de l'établissement.

CHAPITRE 12 – MODALITES DE REGLEMENTS DES PRESTATIONS

12.1 Règlement des prestations

Les prestations sont réglées de façon distincte par chaque établissement bénéficiaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et prestations ainsi que tous les frais y afférents.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA. Le taux de TVA doit être précisé.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les prix hors taxes pour les prestations à effectuer selon les pièces contractuelles du marché comprennent :

- Les frais de main d'œuvre et ses charges, les indemnités diverses, les accessoires de salaires de la profession et les frais de déplacement ;
- La responsabilité civile et les assurances ;
- La fourniture à pied d'œuvre de tous les matériels, accessoires et outillages nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- Les difficultés susceptibles d'être rencontrées pour remplir les prescriptions du marché du fait de la présence des occupants ;
- Les bénéfices et frais généraux de l'entreprise

12.2 Modalités de révision

La forme des prix (fermes ou révisibles) et, le cas échéant, la formule de révision, seront précisées dans le marché spécifique.

12.3 Versement d'avance

Une avance de 5% peut être accordée sauf renonciation écrite du titulaire.

Cette clause ne s'applique pas si le montant de la commande est inférieur au seuil de 50 000 € H.T.

Dans le cas où le titulaire souhaiterait le versement de cette avance, il leur sera demandé la production d'une garantie à première demande.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-6 à R2191-12 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises de la commande, si le délai d'exécution n'excède pas 12 mois.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance sera mandatée sur le vu d'un projet de décompte présenté par le prestataire.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant minimum TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

12.4 Conditions de règlement

Les factures sont établies de façon distincte par établissement.

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait sur présentation de factures établies en deux exemplaires portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◇ le nom, l'adresse, le numéro de SIRET du créancier,
- ◇ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- ◇ le numéro du marché spécifique

- ◇ la période de facturation
- ◇ la désignation précise de la prestation
- ◇ le numéro d'immatriculation du véhicule concerné
- ◇ le type de véhicule
- ◇ le prix unitaire hors T.V.A. des prestations
- ◇ le montant hors T.V.A.
- ◇ le taux et le montant de la T.V.A.
- ◇ le montant total T.V.A. comprise correspondant aux prestations fournies.

Le délai de mandatement s'apprécie à compter de la date de réception des factures sur la plateforme CHORUS.

Le délai global de paiement des marchés spécifiques est fixé à 50 jours. Le dépassement ouvre de plein droit le versement d'intérêts moratoires.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28 janvier 2013 est également due.

Il doit être établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celles-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

Les factures ne doivent faire apparaître que les besoins relatifs à l'objet du marché spécifique. En aucun cas, le fournisseur ne doit faire apparaître dans la facture d'autres articles que les établissements pourraient être amenés à lui commander.

12.5 Dématérialisation des factures

L'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique prévoit une dématérialisation des demandes de paiement depuis le 1^{er} janvier 2017 aux grandes entreprises et aux fournisseurs publics, puis progressivement généralisée d'ici le 1^{er} janvier 2020 en tenant compte de la taille des entreprises concernées.

L'utilisation de CHORUS PORTAIL PRO (CPP) est ainsi obligatoire pour toutes les demandes de paiement.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite de l'établissement concerné, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Vous trouverez un « kit documentaire fournisseur » sur la plate-forme communauté Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4016>

Cette plate-forme est accessible sans identifiant ni mot de passe.

Les identifiants chorus seront communiqués dans chaque marché spécifique.

CHAPITRE 13 – PENALITES APPLICABLES PAR LES ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES

13.1 Pénalités de retard de livraison

Par dérogation à l'article 14 du CCAG – FCS, si la livraison du véhicule devait être faite après la date inscrite par le candidat dans son offre, et sauf accord express du pouvoir adjudicateur, ce retard ferait l'objet d'application de pénalités, sans mise en demeure préalable et par véhicule et par jour de retard constaté, selon la formule suivante :

2% du montant TTC du forfait mensuel fixe de location des véhicules. Dans le cas où le titulaire ne propose pas de véhicule de relai répondant aux missions de l'établissement, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contractualiser une location courte durée avec un autre loueur et refacturera ce montant au titulaire du marché le temps de la livraison du véhicule neuf.

13.2 Pénalités en cas de non mise à disposition d'un véhicule relais en attendant la livraison du neuf

Par dérogation à l'article 14 du CCAG – FCS, à partir de la date de la livraison souhaitée par l'établissement, si pas de proposition d'un véhicule neuf, ce retard fera l'objet d'application de pénalités, sans mise en demeure préalable et par véhicule et par jour de retard constaté, selon la formule suivante :

2% du montant TTC du forfait mensuel fixe de location des véhicules. De plus le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contractualiser une location courte durée avec un autre loueur et refacturera ce montant au titulaire du marché le temps de la livraison du véhicule neuf.

13.3 Pénalités pour non-exécution de l'entretien du véhicule

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, une pénalité de 10%, du forfait mensuel fixe de location du véhicule serait appliquée si l'entretien du véhicule n'était pas fait et ce après mise en demeure de l'établissement laissée sans réponse pendant 5 jours. L'établissement hospitalier pourra également prendre les dispositions nécessaires pour assurer ou faire assurer l'exécution des prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire.

13.4 Pénalités pour retard dans la mise à disposition d'un véhicule de remplacement

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas d'immobilisation programmée ou non, le titulaire devra proposer un véhicule de remplacement dans le délai maximal inscrit au CCTP, soit 2 heures. Le délai court à partir de la demande écrite faite par l'établissement (personnes mentionnées au CCTP article 4) et après accusé de réception du titulaire. Une fois le véhicule de remplacement identifié par le titulaire et validé par l'établissement, le titulaire devra le mettre à disposition dans un délai de 2h maximum.

Une pénalité de 50 € TTC par jour de retard sera appliquée dès lors que ce délai maximal de mise à disposition d'un véhicule de remplacement sera dépassé, jusqu'à la mise à disposition d'un véhicule de remplacement. En complément, l'établissement hospitalier pourra également prendre les dispositions nécessaires pour assurer ou faire assurer l'exécution des prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire en cas de manquement dans le processus de mise à disposition.

13.5 Pénalité au titre de l'article L.8222-6 du code du travail

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité journalière de 100€ H.T., dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant du marché spécifique.

CHAPITRE 14 – RESILIATION DU MARCHE SPECIFIQUE

Le marché spécifique pourra être résilié suivant les dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS. Par dérogation à l'article 42, le titulaire ne pourra prétendre en aucun cas au versement d'une indemnité tel que prévu à l'article 43 du CCAG/FCS.

L'acheteur se réserve également le droit de résilier totalement ou partiellement ou de modifier le marché spécifique pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- **carence du prestataire** : si les utilisateurs décèlent une dégradation de la qualité entraînant des résultats non satisfaisants ;
- **cessation d'activité** de la part du prestataire attributaire qui en aura avisé le pouvoir adjudicateur au moins deux mois à l'avance ;
- **non-respect de l'une des clauses du présent C.C.A.P** et, particulièrement, celle du chapitre 5 concernant les modalités d'exécution.
- **pour suivre l'évolution des techniques**
- **pour homogénéiser ses méthodes de travail** (changement d'appareil, refonte du plateau technique...)
- **en cas de cessation volontaire de commerce, faillite ou de liquidation judiciaire**, le marché spécifique sera résilié de plein droit, sans préjudice des droits à exercer au nom des établissements concernés sur les prix des prestations non soldées. En cas de cession de fonds de commerce, le nouveau titulaire prendra à sa charge, après élaboration d'un avenant de transfert, les engagements souscrits par son prédécesseur.
- **en cas d'impossibilité d'exécuter les prestations dues**, le marché spécifique pourra être résilié purement et simplement sans préavis ni dédommagement. La résiliation sera prononcée conformément à l'application de la clause prévue à cet effet

ATTENTION :

En cas de manquement du prestataire titulaire de du marché spécifique mettant les établissements concernés dans l'obligation de faire appel à un autre prestataire, le titulaire prendra à sa charge le *surcoût* de l'opération sur production par l'établissement concerné de la facture correspondante.

Si la résiliation est prononcée en application de l'article 38 du C.C.A.G. /F.C.S., l'établissement se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire (article 45 du C.C.A.G. /F.C.S.). La résiliation globale ou partielle sera prononcée par lettre recommandée avec accusé de réception et prendra effet 15 jours après sa notification au titulaire.

CHAPITRE 15 – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les correspondances relatives à l'appel d'offre restreint et aux marchés spécifiques sont rédigées en français.

Tout différend survenant à l'occasion de la présente consultation sera soumis, préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues dans le C.C.A.G./Fournitures courantes et services, au Directeur de la DANML du CHRU de Brest ou son représentant.

CHAPITRE 16 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les articles 7.1, 7.2 et 7.3 dérogent à l'article 14 du C.C.A.G Fournitures Courantes et Services
Le chapitre 8 du C.C.A.P. déroge aux articles 42 et 43 du C.C.A.G Fournitures Courantes et Services

CHAPITRE 17 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Il sera défini dans chaque marché spécifique.